

mon très honorable ami par la presse républicaine des Etats-Unis.

Aussi, fûmes-nous tous heureux de lire la déclaration très rassurante faite par le premier ministre au moment de s'embarquer à Québec. J'emprunte cette déclaration au compte rendu de la presse canadienne, et j'espère qu'elle est exacte. Ce langage fait absolument honneur à mon très honorable ami.

Revenant de nouveau à la conférence, il dit: Nous n'avons heureusement aucun grief.

Le très hon. MACKENZIE KING: Très bien.

L'hon. M. GUTHRIE:

L'hon ne peut désirer rien de mieux que les rapports entre ce Dominion et la mère-patrie. M. Lapointe et moi n'aspérons à autre chose qu'à représenter le Canada comme une nation pleinement autonome, un de ces états désignés sous le nom d'empire britannique, tous unis sous un même roi, un même drapeau et n'ayant qu'un même idéal.

Très beaux sentiments du Canada envers l'Angleterre. Avez-vous remarqué, monsieur l'Orateur, qu'à son arrivée en Angleterre le très honorable député a été aussitôt entouré de novellistes qui lui ont posé cette question: "Et l'annexion"?

L'hon. M. LAPOINTE: Propagande Tory.

L'hon. M. GUTHRIE: Cela amuse mon honorable ami évidemment. Cette question lui a été posée parce que la presse américaine s'était faite son héraut et avait bruyamment applaudi à sa victoire électorale. Pourquoi lui a-t-on demandé, aussitôt arrivé en Angleterre, son opinion sur le mouvement révolutionnaire? Qui a inspiré cela?

L'hon. M. DUNNING: Les tories.

L'hon. M. LAPOINTE: Calomnie tory.

M. l'ORATEUR: A l'ordre!

L'hon. M. GUTHRIE: C'est mon très honorable ami même qui s'est attiré cela et qui est comptable de la fausse impression répandue en Angleterre. D'une part, existait cette fausse impression relative au Canada, et d'autre part de sérieuses appréhensions, en grande partie exagérées comme la suite la démontré, se manifestaient au sujet de l'Afrique du Sud. L'attitude du premier ministre de l'Afrique du Sud s'annonçait très hautaine et très radicale. Il avait réclamé dans sa législature le droit pour le Dominion Sud africain de se déclarer neutre et de demander la reconnaissance internationale de sa neutralité. Voilà en substance quelle était son attitude. S'étonnera-t-on de la vive anxiété de la presse anglaise; s'étonnera-t-on de l'inquiétude sérieuse des hommes publics anglais,

[L'hon. M. Guthrie.]

en voyant le premier ministre du Canada soulever une question qui n'était vraiment qu'un camouflage pour détourner de lui et de son gouvernement la critique provoquée par le scandale des douanes. En Angleterre où l'on ne connaissait rien de cela, on se croyait en face d'un grave problème en Canada et d'un autre aussi grave en Afrique du Sud, et l'on résolut d'acquiescer à toutes les demandes qui seraient présentées.

Il est certain qu'ils ont tout fait en leur pouvoir pour aplanir toutes les difficultés. Cependant, je suis heureux de le déclarer, qu'à son arrivée en Angleterre, dans sa première interview avec les correspondants de la presse, il délivra un message de bonne volonté. Nous constatons également qu'il n'a eu aucun grief à présenter, qu'il n'a songé à aucune révolution, se contentant d'évolution, comme nous l'apprennent les journaux.

Nous sommes contents que les choses se soient passées ainsi, et également, pour le bien de l'Afrique du Sud, que la conférence ait trouvé une base commune d'entente. Mais, en terminant, je le répète, monsieur l'Orateur, jamais dans les annales de notre Parlement depuis la Confédération jusqu'à cette heure, un problème aussi sérieux ne nous a été présenté. Mon honorable ami le ministre de la Justice (M. Lapointe) est porté à rire de ma déclaration sur ce sujet aujourd'hui. Je prédis qu'il ne verra pas l'adoption de ce rapport dans cette Chambre sous sa forme actuelle et sans aucun amendement. On n'osera pas en demander l'adoption. Le rapport devra être modifié, limité; autrement, il pourrait être un jour ou l'autre une cause d'un désastre pour le pays.

Mon très honorable ami et les membres de son conseil doivent fermer les yeux sur mes imperfections comme leader du grand parti de la gauche. Nous désirons aborder ce problème avec impartialité, si jamais aucune question l'a été dans cette Chambre, en ne songeant qu'au bien du pays. Je fais cette déclaration en dépit des sourires et des sarcasmes de quelques membres de la droite. Ce serait une honte de ne pas obtenir une étude sérieuse de cette grande et importante question. Cette discussion, nous la demandons, et nous sommes prêts à coopérer au programme de la session dans toute la mesure de notre habileté. Naturellement, nous exigeons l'exercice de la plénitude de nos droits, mais s'il fut jamais une question au sujet de laquelle la coopération doit être la base de la discussion parlementaire, c'est bien celle du rapport de la conférence qui vient d'être déposé devant la Chambre.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)